

# Comptes économiques 2001

**L**e Produit Intérieur Brut (PIB) de la Polynésie française s'élève à 456,6 milliards de F.CFP en 2001 contre 446 milliards en 2000<sup>1</sup> ; soit une croissance de 2,4 % et un PIB par habitant de 1 904 114 F.CFP (1 894 010 en 2000). Corrigé de l'inflation observée en 2001 sur le territoire (0,96 % de hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), l'accroissement du Produit Intérieur Brut n'est plus que de 1,4 % en volume. Le secteur productif marchand représente 70,2 % du PIB et la TVA, 5,4 %. La contribution du secteur des administrations se stabilise autour des 24 %. Cette année 2001 marque, en terme d'évolution du PIB, un tassement de la croissance pour revenir au rythme de 1996.

## 2001 : un ralentissement

La croissance économique polynésienne ralentit en 2001, particulièrement au deuxième semestre. Les événements du 11 septembre et l'instabilité qui en résulte ont en effet eu un impact important sur l'activité locale.

La croissance de la production marchande (en moyenne, 3,7 % entre 1996 et 2000) tend à diminuer et se situe à 2,4 % en 2001. De même, les salaires versés par l'administration reviennent aux taux observés sur la période 1996-1999 (1,7 % de hausse moyenne) après s'être quelque peu relâchés en 2000 avec une variation de +6,6 %.

Cette faible hausse du PIB non marchand s'explique par la baisse des salaires versés par l'État (-2,2 %) que compense la hausse des rémunérations versées par l'administration locale. Baisse qui correspond à un retour à la norme puisque l'année 2000 avait été « dopée » par des rattrapages de salaire de 1999 concernant principalement le secteur de l'éducation.

L'augmentation des effectifs dans l'administration territoriale et communale se traduit par une évolution positive (+5,5 % pour le territoire et +7,7 % pour les communes) du montant des salaires versés par ces institutions.

Dans le secteur marchand, la valeur ajoutée des services progresse de 6 milliards (+4,0 % depuis 2000). Les branches qui impulsent cette progression sont les services divers tels que l'hôtellerie et les prestataires de services par exemple, (+3,6 milliards) et les transports et télécommunications (+2,4 milliards). Les dépenses des touristes internationaux, en baisse, mais toujours importantes (44,2 milliards) et la bonne tenue de la consommation des ménages (en hausse de +9,8 % depuis 2000) favorisent ces résultats.

Le commerce, dont l'activité repose en grande partie sur la commercialisation de produits importés poursuit sa mutation avec la progression des taux de TVA qui, au terme de 2002, vont remplacer la totalité des droits et taxes à l'importation. Le taux de taxation sur les produits importés (hors TVA qui n'est pas un impôt payé par les entreprises) est passé de 36 % de la valeur CAF en 1998 à 28,1 % en 2000 et 21,3 % en 2001. Toutes choses égales par ailleurs, ceci se traduit par une baisse du taux de marge et de la valeur ajoutée équivalente à 830 millions (-1 %) en 2001.

Globalement, le secteur tertiaire conserve une place prépondérante dans l'économie polynésienne. Sa part dans la production intérieure brute marchande (PIBe) progresse légèrement par rapport à 2000 (73,6 % contre 72,9 %).

<sup>1</sup> : Le montant du PIB 2000 a été modifié pour prendre en compte de nouvelles informations statistiques.

N° 1/2004

Directeur de la publication :  
Bertrand ODDO

Rédactrice en chef :  
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :  
Julien VUCHER-VISIN

Maquettage : Yrida DOMINGO  
Flashage : SCOOP  
Impression : STPmultipress

Vente et abonnements : 47 34 42

Prix du numéro :  
En Polynésie française : 600 F.CFP  
Hors Polynésie française : 750 F.CFP

Dépôt légal : Mars 2004  
ISSN 1247 - 7370  
©ISPF 2004

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti  
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52  
E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf

Dans le BTP, la valeur ajoutée créée progresse de 300 millions. Cette légère amélioration découle d'un jeu à somme presque nulle entre, d'une part, les dépenses en infrastructures publiques (+1,2 milliard) et en équipement des ménages (+3,1 milliards) fortement créatrices de valeur ajoutée et, d'autre part, les investissements immobiliers des entreprises (-4,3 milliards) en net déclin.

Le bilan de l'année 2001 est plus nuancé pour les autres secteurs d'activité. Le secondaire a réussi à maintenir sa contribution à la PIBe autour de 14,4 %, grâce à la bonne santé d'un de ses principaux clients, le BTP. Le retournement de conjoncture observé dans la perliculture et les problèmes climatiques handicapant certaines de nos productions agricoles ont au contraire mis le secteur primaire en difficulté.

Les administrations, en hausse de 1,7 % depuis 2000 avec 110,4 milliards de salaires versés (y compris les charges sociales), voient leur contribution au PIB légèrement diminuer à 24,2 % en raison d'une croissance plus faible que celle des autres éléments (PIBe, TVA, salaires domestiques).

L'examen des différentes composantes de la demande montre que si la demande intérieure (consommation des ménages et des administrations, équipement) est restée soutenue (+8,3 %), la demande extérieure (exportation et dépenses touristiques) a chuté de manière conséquente (-10,7 %).

La croissance s'appuie principalement sur une consommation des ménages dynamique (+27,2 milliards) qui a bénéficié de plusieurs éléments favorables : maîtrise de l'inflation (+0,9 %) malgré la forte hausse du dollar, évolution positive de la masse salariale (+8,8 % dans le privé et +1,7 % dans le public) et une conjoncture économique toujours relevée. L'investissement et les dépenses courantes des administrations (+4,8 milliards et +0,4 milliard) et le niveau d'investissement des ménages (+27,4 %) qui ont bénéficié des aides territoriales en matière d'aide à la construction et des taux de crédit, expliquent aussi la bonne tenue des résultats en 2001.

Le solde de la balance commerciale s'établit à -114,9 milliards contre -97,5 milliards en 2000. La situation de la perle qui n'a pas connu de plus mauvais résultats depuis 1998 (-28,4 % en valeur et -8 % en volume) est la première responsable de la méforme des exportations locales qui, conjuguée à la hausse des importations (+11,7 %), explique cette forte détérioration.

### Le PIB et ses composantes en 2000 et 2001

Unité :	2000		2001	
	millions de F.CFP	%	millions de F.CFP	%
Agriculture	16 537	3,7	14 252	3,1
Industries agro-alimentaires	12 691	2,8	12 592	2,8
Énergie	13 162	3,0	13 650	3,0
Industries mécaniques et électriques	8 396	1,9	8 265	1,8
Autres industries	11 234	2,5	11 612	2,5
Bâtiment, travaux publics	23 914	5,4	24 199	5,3
Transports, télécommunications	33 860	7,6	36 284	7,9
Autres services	116 330	26,1	119 906	26,3
Commerce	80 590	18,1	79 758	17,5
<b>PIBe</b>	<b>316 715</b>	<b>71,0</b>	<b>320 519</b>	<b>70,2</b>
Salaires des administrations	108 589	24,3	110 396	24,2
Salaires domestiques	847	0,2	843	0,2
TVA (importations + consommation)	19 896	4,5	24 813	5,4
<b>PIB</b>	<b>446 046</b>	<b>100,0</b>	<b>456 572</b>	<b>100,0</b>
Taux de croissance PIBe		3,4		1,2
Taux de croissance PIB		6,2		2,4
<b>PIB par habitant</b>	<b>1 894 010</b>		<b>1 904 114</b>	

Source : I.S.P.F. - Comptes économiques semi-définitifs 2000-2001 de la Polynésie française

## La production

La production intérieure brute (PIBe) est la contribution du secteur productif marchand au PIB. Elle s'élève à 320,6 milliards en 2001. Le secteur tertiaire (commerce, services et transports et télécommunications) génère 73,6 % de la PIBe, le secondaire (industries agro-alimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques et industries diverses) 14,4 %, le BTP 7,5 % et le secteur primaire (agriculture, pêche, perliculture) 4,5 %.

### ■ Le commerce

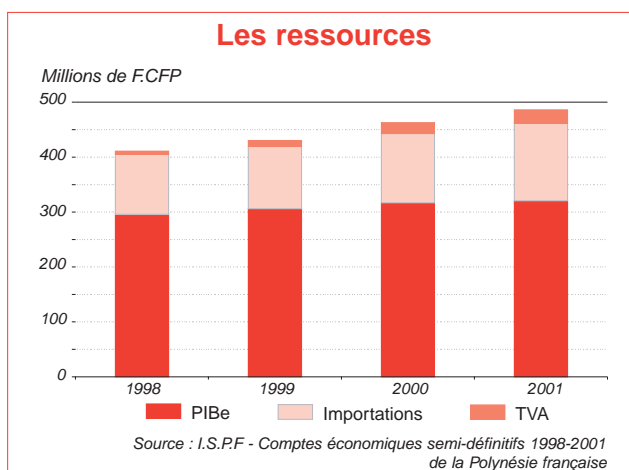
Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales perçues lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale (28 milliards en 2001, dont 27,7 milliards pour les importations civiles). La croissance de cette branche est mécaniquement atténuée par la mise en place de la TVA. La baisse du taux de marge globale (de 77 % en 2000 à 70,6 % en 2001) limite la hausse de production (+2,1 %) liée à celle des importations civiles (+12,3 %).

Le commerce maintient de bons résultats grâce à la progression de la consommation des ménages (+9,8 %). L'amélioration de la situation du marché du travail (+3,7 % pour les variations des effectifs salariés), l'accroissement important de la masse salariale globale (+5,1 %) et un recours au crédit toujours plus important (+5,0 % quel que soit le type de crédit, +10,7 % pour les prêts personnels) sont les principaux moteurs du dynamisme de la consommation. A contrario, la baisse du nombre de touristes enregistrée en Polynésie en 2001 (227 657 touristes, soit -9,7 %) a pénalisé ce secteur car les retombées touristiques sont passées de 49,9 milliards en 2000 à 44,2 milliards en 2001. Les hausses les plus marquantes ont concerné le commerce de détail, principalement dans la grande distribution alors que les commerces de petites ou moyennes surfaces ont enregistré un tassement de leur activité. Dans le commerce spécialisé, les résultats sont moins homogènes, les concessionnaires automobiles (+32,9 % de voitures vendues, +17,5 % de chiffre d'affaires) tirent le bilan vers le haut alors que les autres entreprises ont des résultats plus mitigés.

### ■ Les services, transports et télécommunications

Les services (organismes financiers, assurances, hôtels, bars, restaurants, services juridiques, d'hygiène et de santé, d'enseignement, agences de voyages etc.) et les transports et télécommunications continuent leur développement. Après une hausse de 4,8 % en 2000, l'année 2001 connaît un léger tassement mais atteint cependant 4,0 %. Hors transports et télécommunications, l'activité des services se positionne comme le secteur le plus créateur de valeur ajoutée (26,3 % du PIB, soit 119,9 milliards de F.CFP) avec une hausse de 3,6 milliards de F.CFP par rapport à l'année 2000 (+3,1 %).

Le secteur des transports et télécommunications poursuit sa croissance et dépasse les 36 milliards de valeur ajoutée créée (7,9 % du PIB) en progression de 2,4 milliards (+7,2 %) par rapport à l'année 2000. Ces bons résultats s'appuient sur le développement des compagnies aériennes locales (+18,8 % de passagers sur Air Tahiti Nui (ATN) en 2001) ainsi que sur l'expansion continue du réseau mobile Vini et l'extension de la télé-



vision par satellite. Plus en détail, cette bonne santé trouve principalement son origine dans les résultats des entreprises du secteur touristique (hôtels, restaurants, transporteurs aériens, agences de voyages...), les assurances et les entreprises de télécommunications. Pour les premières, la baisse du nombre de touristes (essentiellement des croisiéristes) a été compensée pour partie par des séjours consommés par les résidents et l'augmentation du nombre de lignes sur ATN qui a permis d'accroître le nombre de passagers transportés. Pour les autres, le développement du réseau vini, de la télévision par satellite et du secteur des télécommunications en général a permis sous l'impulsion de la consommation des ménages (+12,2 % pour la consommation de services) de dégager des résultats très positifs.

### ■ Le BTP

Le bilan 2001 est très satisfaisant. Même si un certain tassement s'observe, la croissance de la valeur ajoutée n'est plus que de 1,2 % après 6,7 % entre 1999 et 2000.

Ce résultat confirme la bonne forme et l'importance du BTP, activité incontournable dans la bonne marche économique de la Polynésie. Le nombre d'entreprises recensées au répertoire des entreprises a certes enregistré une baisse de 1,1 % passant de 2 722 en 2000 à 2 692 en 2001, mais les effectifs salariés ont eux augmenté de 9,6 %. La taille des chantiers a joué en faveur des grosses entreprises qui répondent plus facilement aux appels d'offres. À l'image des années précédentes, les professionnels du BTP ont pleinement bénéficié du dynamisme de la commande publique (+5,9 % par rapport à 2000), la contribution au PIB se maintient autour de 5,3 % avec 24,2 milliards de valeur ajoutée créée, en hausse de près de 300 millions.

Sa participation à la production intérieure brute marchande (PIBe) reste à 7,6 %.

Les principales dépenses publiques ont été consacrées :

- aux constructions scolaires (+32,7 % en 2001) avec le démarrage du lycée hôtelier de Punaauia, et du deuxième collège de Papeete ;
- aux constructions publiques (+100 %) avec le démarrage des travaux du nouvel hôpital, la réhabilitation des hôpitaux périphériques (Jean Prince et Taravao) ;
- à la poursuite des travaux d'infrastructures et des programmes de logements sociaux qui, même, s'ils sont en retrait par rapport à 2000 constituent encore un volume important.

L'augmentation des commandes publiques (+1,2 milliard), ajoutée à celle de la demande des ménages (+27,4 %) qui atteint un niveau très important (14,6 milliards) compense la baisse de la demande privée (-43,4 %). Cette dernière est liée principalement à un ralentissement ou un report de constructions et extensions d'hôtels et de quelques grands projets d'investissement privés.

### ■ Les industries

L'industrie polynésienne a effectué une année 2001 correcte en améliorant légèrement sa contribution au PIB. Même si sa croissance s'est avérée moins rapide que celle des autres secteurs, sa participation au PIB s'élève à 7,1 % et représente 10,1 % de la PIBe (contre 7,2 % et 10,2 % en 2000).

Le répertoire des entreprises a recensé 2 651 entreprises industrielles (1 428 dans l'industrie manufacturière, soit +7,4 %, 965 dans l'agroalimentaire, +2,3 % et 258 dans les industries auxiliaire du BTP) contre 2 530 en 2000, soit un taux de créations nettes de 4,8 %.

Les industries agroalimentaires, qui comptent quelques grands groupes et une majorité de petites entreprises spécialisées dans la transformation de matières premières importées et locales (ananas, charcuterie, boulangerie...) ont, en s'appuyant sur la bonne tenue de la consommation des ménages, limité l'impact de la baisse de la demande hôtelière et permis la création de 12,6 milliards de valeur ajoutée (-0,8 % depuis 2000).

Les industries mécaniques et électriques (recul de -1,6 % de la valeur ajoutée créée) ont connu une année en demi teinte mais ont stoppé la baisse débutée en 2000 grâce aux bons résultats de la construction et réparation navales. Ils compensent la baisse du secteur de réparation automobile pénalisé par l'arrivée massive de voitures neuves en 2000. Les autres industries continuent leur développement avec un accroissement de la valeur ajoutée créée de +3,4 % en 2001 après les 11,6 % de croissance de 2000 ; ces scores plus que satisfaisants sont en grande partie liés au dynamisme du secteur du BTP, client de ces industries (charpente, métaux, menuiserie), ainsi qu'au développement de la filière pêche qui tire l'ensemble du secteur vers le haut.

### ■ L'énergie

Le secteur de l'énergie regroupe les unités de production d'électricité et de distribution d'eau. Il représente 3,0 % du PIB et augmente sa contribution en valeur ajoutée de 3,7 %. Cette augmentation de la valeur ajoutée est en partie imputable à la progression du nombre d'abonnés à Tahiti et dans les îles (+2,8 %) et donc du volume des ventes d'énergie électrique (+3,9 %) : énergie issue principalement de la production thermique (+7,5 %).

### ■ L'agriculture

Le secteur de l'agriculture englobe, outre les productions agricoles proprement dites, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la

production perlière. Pour cette dernière activité, la connaissance très imparfaite du secteur contraint à valoriser la production perlière par les exportations.

Après avoir enregistré des années d'expansion caractérisée par la forte croissance de la production et des exportations, la perliculture connaît un retournement de conjoncture en 2001 avec une diminution de 28,4 % de la valeur des ventes à l'étranger (-8,0 % en volume) et atteint difficilement les 15 milliards de F.CFP (même niveau que celui de 1998) de recettes pour les perles brutes, les perles travaillées et les ouvrages en perles exportées.

La diminution des volumes exportés trouve son origine dans la morosité du contexte économique mondial et dans la mise en place des mesures de contrôle de la qualité des perles qui vise à interdire l'exportation des produits perliers de mauvaise qualité. Parallèlement à cette baisse en volume, le secteur connaît un déclin continu des cours depuis 1998. Le prix du gramme de la perle brute est passé de 2 359 F.CFP en 1998 à 2 090 F.CFP en 1999 (-11,4 %) puis 1 766 F.CFP (-15,5 %) en 2000 et 1 352 F.CFP en 2001 (-23,4 %). Cette accélération de la baisse des prix n'est pas due à une baisse soudaine de la qualité mais plutôt à une dégradation continue de la qualité au profit de quantité. La tendance à la surproduction entraîne une perte de confiance de nos acheteurs traditionnels (Japon) dérouterés par l'évolution du secteur et ses modes de commercialisation. La concurrence très vive qui s'exerce entre les producteurs, pénalise ces derniers qui ne peuvent que subir les aléas du marché et les prix imposés par les acheteurs.

Les autres productions agricoles sont en progression de 7,7 % en valeur par rapport à 2000. Les résultats sont contrastés selon les productions agricoles en raison principalement des dérèglements climatiques liés au phénomène « la Niña » de l'année 2000.

Le coprah (+8,3 % en valeur et -9,9 % en volume) connaît une année en demi teinte en volume de production, mais positive en valeur créée grâce à une revalorisation du prix du coprah de première qualité en février. La production maraîchère s'élève à 7 861 tonnes en 2001 (-1,2 % depuis 2000) pour une valeur commercialisée estimée à 1,877 milliard (-0,3 % depuis 2000). La production fruitière connaît la même tendance avec une baisse de -8,9 % en volume et -3,4 % en valeur, tout comme l'ensemble des productions vivrières, de café, de vanille. La production animale, 1,7 milliard (+14,3 % en valeur) et les fleurs (+1,6 % en valeur) sont les seuls secteurs à avoir tiré leur épingle du jeu.

Pour la pêche, l'année 2001 a été dans la continuité des années précédentes avec une production de 11 372 tonnes en progression de 13,9 % par rapport à 2000. Cette augmentation sensible trouve principalement son origine dans les captures plus nombreuses de la flotte hauturière (7 811 tonnes pêchées soit une hausse de 13,4 %) qui récolte le fruit des efforts de productivité réalisés (+11,1 % d'augmentation du nombre de jours de pêche, +10,9 % de hausse du nombre d'hameçons mis à l'eau). Le volume de pêche côtière est lui aussi en progression (+23,6 %) profitant du nombre accru de poissons dans nos eaux, alors que la pêche lagonaire continue son déclin avec une baisse de 0,8 % des prises.

Le secteur primaire pénalisé par les résultats de la perle et des productions agricoles enregistre globalement une baisse de 13,8 % de valeur ajoutée pour une contribution au PIB de 3,1 % et se retrouve aux niveaux de 1995.



## Les importations

Les importations s'élèvent à 140,9 milliards contre 126,2 milliards en 2000 (+11,7 %). Stimulées par la bonne tenue de la consommation des ménages, les importations civiles augmentent de 12,3 % pour atteindre le niveau record de 135,6 milliards.

La forte hausse des importations s'explique à la fois par un effet volume (+6,3 % du volume importé) liée à l'importance de la consommation des ménages et des investissements (hausse de +6,4 % du volume de produits alimentaires et de +27,9 % de produits industriels mécaniques et électriques) et un effet prix lié à la hausse du dollar (+23,9 % de la facture énergétique pour une hausse de 7,7 % du volume importé).

Les principales progressions concernent les biens d'équipements, l'automobile et les cycles, les machines et appareils destinés essentiellement à l'équipement des entreprises et des ménages, les matériaux de construction et les produits alimentaires.

## La TVA

La Taxe sur la Valeur Ajoutée mise en place le premier janvier 1998 apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits de douanes (inclus dans la production du commerce). Elle s'applique à l'ensemble des biens et des prestations de services vendus et importés sur le territoire. Fixé initialement à 1 % pour le taux réduit, 2 % pour le taux normal et 3 % pour les services au 1<sup>er</sup> janvier 1998, les trois taux ont successivement été portés à 3 %, 6 % et 9 % en 2000 puis 4 %, 7 % et 11 % en 2001.

La comptabilité nationale enregistre la TVA versée par les entreprises (c'est-à-dire la différence entre la TVA exigible, collectée sur les produits vendus, et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommation intermédiaire ou investissement) en ressource. Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) le sont hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre ressource et emploi de chaque produit. La TVA versée au titre des importations s'élève à 12,01 milliards (+35,3 %) et celle versée au titre de la consommation à 12,8 milliards (+16,2 %).

### Les emplois

	1997	1998	1999	2000	2001	Variation 2001 / 2000
<i>Unité :</i>				<i>milliards de F.CFP</i>		<i>%</i>
<b>Consommation</b>						
des ménages	238,7	250,8	255,3	278,5	305,7	+9,8
des administrations	34,0	34,2	33,1	35,7	37,1	+3,9
<b>Investissements</b>						
des entreprises	14,1	21,4	25,4	24,2	20,5	-15,3
des ménages	17,0	14,2	12,0	11,5	14,6	+27,0
des administrations	18,4	20,3	30,0	31,7	37,7	+18,9
Variations des stocks	1	2,2	-0,5	+0,5	+0,5	+0,0
Exportations	23,8	26,5	27,9	28,7	26,0	-9,4
Dépenses touristiques	37,4	41,4	47,3	49,9	44,2	-11,4
<b>Total emplois</b>	<b>384,4</b>	<b>411,0</b>	<b>430,5</b>	<b>460,7</b>	<b>486,3</b>	<b>+5,6</b>

Source : I.S.P.F. - Comptes économiques semi-définitifs 1997-2001 de la Polynésie française

## La consommation

La consommation est essentiellement le fait des ménages ; elle atteint le niveau record de 305,7 milliards en 2001 (+27,2 milliards depuis 2000) soutenant fortement l'activité économique du territoire.

Cette forte croissance s'explique par la hausse de la masse salariale et des transferts sociaux versés par le secteur public (+1,3 % et +5,3 %), la hausse des revenus et des bénéfices versés par le secteur privé (+8,8 % et +12,8 %), ainsi que la hausse des encours de crédits aux particuliers autres que immobiliers (+6,4 milliards soit +13,0 %) dans un contexte d'inflation maîtrisée (+0,96 % en moyenne annuelle).

Cette hausse de 9,8 % est à tempérer : hors TVA (soit 22,3 milliards), elle n'est plus que de 8,6 %. Les dépenses d'équipement des ménages ne sont pas reprises dans la consommation, elles sont considérées comme un investissement. Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers), assimilées à de la consommation, qui s'élèvent à 37,1 milliards, en hausse de 1,1 %.

## L'investissement

Les investissements des entreprises sont de 20,5 milliards en 2001, soit une baisse de 15,3 %. Ces investissements sont constitués en grande partie de produits des industries mécaniques et électriques (14,9 milliards, soit 72,7 % des investissements privés) le solde étant composé des dépenses en produits du BTP (5,6 milliards, soit une baisse importante de 43,4 % lié principalement à un gros investissement réalisé en 2000 et non répété en 2001).

Les investissements des ménages, qui correspondent à leurs dépenses en logements, s'élèvent à 14,6 milliards contre 11,5 milliards en 2000. Les mesures prises par le territoire (aide à la construction de logements intermédiaires, taux réduit auprès de certaines banques) ont permis la croissance des investissements immobiliers des ménages. Cette hausse est confirmée par d'autres indicateurs comme le nombre des octrois de prêts pour l'habitat non aidé (+35 % en valeur et +22 % en volume).

Les investissements des administrations ont atteint 37,7 milliards (+18,9 %), dont 21,6 milliards de dépenses d'équipement en bâtiment et travaux publics (+5,9 %), le reste relevant des achats de machines. Le Territoire, premier investisseur public, (25,1 milliards, +25,5 %), continue sa politique de soutien à l'économie par l'amélioration des réseaux routiers et des infrastructures et dans l'objectif du désenclavement des archipels. Cette année est aussi le début de la construction du nouvel hôpital territorial qui représente un marché potentiel de 20 milliards. Les communes poursuivent les efforts entamés depuis plusieurs années pour l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau, tout en réduisant leurs dépenses d'équipement et ce faisant, elles atteignent malgré tout le deuxième montant le plus important de leur histoire.

### L'investissement en BTP des administrations

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Unité :</i>					<i>millions de FCFP</i>
État services civils	83	200	200	329	450
État-Armées	1 848	1 287	1 325	1 685	1 575
Territoire	6 772	9 749	13 315	13 383	15 514
Communes / SdC	1 904	2 483	2 967	4 192	3 457
Établissements publics territoriaux	129	84	224	336	181
CPS	29	38	38	88	88
CHT	57	40	89	189	211
Autres	414	38	69	154	79
<b>Total</b>	<b>11 237</b>	<b>13 920</b>	<b>18 227</b>	<b>20 354</b>	<b>21 555</b>

Source : I.S.P.F. - Comptes économiques semi-définitifs 1997-2001 de la Polynésie française

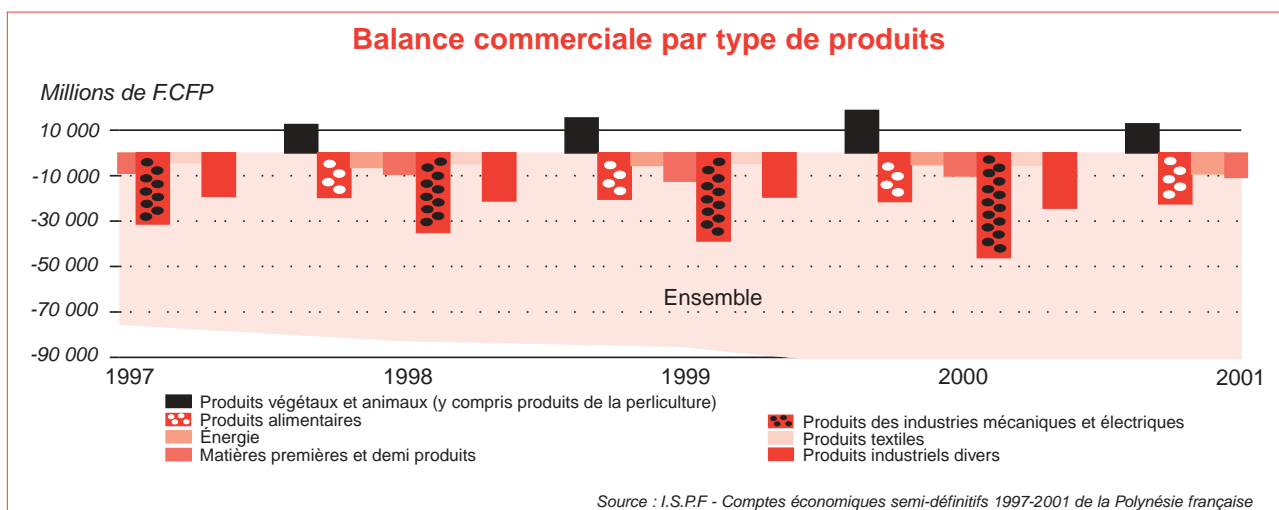
## Les exportations

Le résultat des exportations en 2001, -9,5 %, se porte à 26 milliards, bien en deçà du niveau espéré après le niveau record de 28,7 milliards atteint en 2000. En distinguant les exportations à caractère civil des militaires, le montant des premières s'élève à 23,4 milliards (soit -9,8 % depuis 2000).

Après un exercice 2000 où le bilan des entreprises polynésiennes exportatrices de produits locaux était très satisfaisant, l'année 2001 semble marquer un coup d'arrêt. Les exportations de produits locaux ont diminué pour la première fois depuis 10 ans et atteignent les 18,7 milliards (-20,1 %). Cette régression est essentiellement due aux difficultés rencontrées par les produits perliers (15 milliards en 2001 contre 21 milliards en 2000, soit -28,3 %) qui représentent 80,2 % des exportations locales (contre 89,2 % en 2000).

Les produits de la pêche ont eux aussi réussi leur année en augmentant de 68,7 % leurs résultats par rapport à 2000 pour atteindre 1,36 milliard de recettes générées à l'exportation. L'explosion des exportations de poissons et crustacés (+39 % en volume) résulte des effets conjugués de la politique d'industrialisation des unités de production et d'une augmentation du prix moyen au kilogramme (+20,7 %).

Dans l'agriculture, le succès rencontré depuis 1997 sur le marché nord américain par les produits du nono se confirme. Ce dernier réussit une année 2001 exceptionnelle avec une croissance de 132,5 % en valeur exportée pour une recette générée de 861 millions (+489 millions) qui donne au nono la troisième place des produits locaux exportés. Cette forte croissance trouve son explication, dans les ventes dorénavant plus conséquentes du jus de nono dont la valeur ajoutée est plus forte que celle de la purée de nono.



# Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories, selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

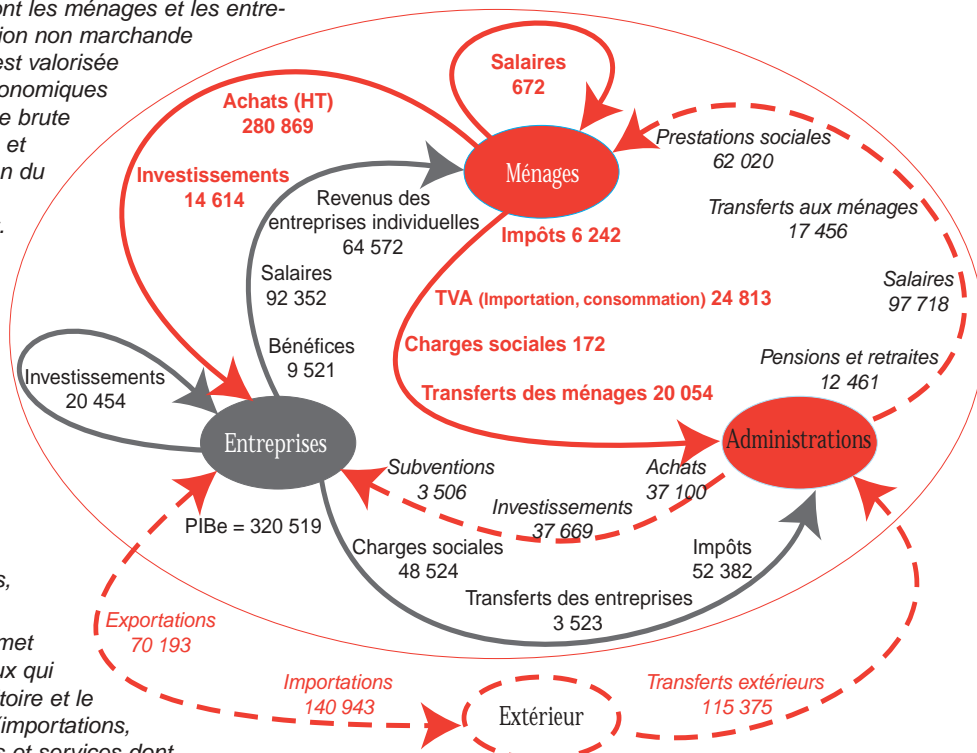
■ **Les entreprises**, telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Les entreprises produisent : elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits « intermédiaires », c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production. La Production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB). Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts et des cotisations sociales.

■ **Les ménages** consomment : pour ce faire, les ménages disposent de revenus (salaires, revenus des entreprises individuelles, bénéfiques), perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations** comprennent, notamment, le Territoire, les services de l'État (civils et militaires), les communes, la CPS, le CHT, les établissements publics territoriaux à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple) et l'enseignement privé. Elles fournissent des services collectifs non marchands (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Territoire tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.). L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut. Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts.

Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

■ **L'extérieur** permet de matérialiser les flux qui existent entre le Territoire et le « reste du monde » (importations, exportations de biens et services dont tourisme, transferts extérieurs en provenance de l'État).



Unité : millions de F.CFP

Source : I.S.P.F. - Comptes économiques semi-définitifs 2001 de la Polynésie française